

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 24 : Un retour des meetings électoraux ? Les meetings dans la campagne présidentielle : dispositifs, acteurs et publics.

Carolina Rossini, Université de Lausanne (Suisse), carolina.rossini@unil.ch

Zoé Kergomard, Université de Fribourg (Suisse), zoé.kergomard@unifr.ch

Les meetings dans la Suisse de l'après-guerre : le cas du Parti socialiste suisse

Introduction

Exemple type de ces micro-événements qui font les campagnes électorales, les meetings ont encore été peu étudiés en Suisse. Cette contribution propose de rendre compte des évolutions des meetings au cours de l'après-guerre, et choisit comme cas d'étude les congrès du Parti socialiste suisse (PSS) lors de sept campagnes électorales fédérales de 1947 à 2007. Les spécificités du système politique suisse, que nous expliciterons plus loin, nous amènent à adapter la définition de meeting, qui dans le cas suisse semble moins la rencontre entre « un homme » et « la foule »¹ qu'entre un parti – national ou cantonal – et ses militants. Le choix des congrès, événements statutaires réguliers comme champ d'étude nous permet de confronter leurs évolutions sur le long terme aux niveaux national et cantonal. Dans le cadre de notre projet de recherche², nous prendrons en compte pour ce faire trois partis cantonaux qui représentent les trois communautés linguistiques majeures de la Suisse : le Parti socialiste vaudois (PS vaudois) pour la partie francophone (Romandie), le Partito Socialista Ticinese (PS tessinois) pour la partie italophone, et le Sozialdemokratische Partei des Kantons Zürich (PS zurichois) pour la partie germanophone. Chacun des trois partis cantonaux présente en outre une configuration socio-politique propre, faisant de notre choix un échantillon représentatif de la diversité helvétique.

C'est dans ce cadre que nous nous proposons d'interroger la mise en valeur des congrès comme de véritables événements de campagne. Les statuts assignent des fonctions bien précises aux congrès, et notamment la présentation du programme et du calendrier électoraux, la nomination des candidats, la discussion d'alliances potentielles. Les congrès de campagne se limitent-ils cependant à cette dimension décisionnelle? À travers l'analyse de leur préparation et de leur déroulement, nous nous intéresserons au rôle que le parti lui-même attribue aux congrès. Nous émettons l'hypothèse que dès lors que les acteurs partisans font des congrès une partie intégrante de la campagne, la dimension symbolique de ceux-ci prend le pas sur leur dimension décisionnelle. Les congrès revêtent alors les caractéristiques de meetings, mettant en scène l'unité et le dynamisme du parti en campagne.

¹ « Il y a un homme, un seul, et la foule », Pourcher 1990 : 10.

² La présente contribution fait partie d'un projet de recherche intitulé « Les partis politiques et les campagnes électorales dans la Suisse de l'après-guerre », financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Zoé Kergomard y réalise une thèse en histoire contemporaine sur les campagnes de 1947, 1959, 1971, 1983, tandis que Carolina Rossini est doctorante en sciences politiques et s'intéresse aux campagnes de 1991, 1999 et 2007, qui ont été choisies pour leur importance dans la politique suisse.

Cette communication propose dans un premier temps de resituer les meetings à l'échelle suisse, pour ensuite présenter le dispositif « congrès » et ses possibles usages s'apparentant à ceux d'un meeting. Après avoir retracé l'histoire du PSS, la période étudiée sera présentée en deux parties, correspondant aux évolutions du système politique helvétique: de 1947 à 1983, puis de 1991 à 2007, période de la montée en force d'un UDC de plus en plus droitier. On conclura dans une dernière partie sur les évolutions générales des congrès du PSS et sur des pistes de comparaison avec le cas français.

1. Le meeting à l'échelle suisse

a. Le meeting, évènement de campagne aux déclinaisons multiples

Parce que les formes et fonctions des meetings varient au cours de l'histoire et selon les pays (Agrikoliansky, Heurtaux et Le Grignou 2011), il peut sembler difficile de s'accorder sur une définition générale du « meeting ». Partons de celle qu'en a donnée Paul Bacot dans le *Dictionnaire du vote* : « Réunion politique d'une certaine ampleur autour d'un leader politique » (1994 : 110). Cette définition introduit le critère de la taille de la réunion, et impose la présence d' « un leader politique », autour de laquelle est orientée la réunion politique. L'entrée « réunion électorale » donne plus de précisions :

« Une réunion électorale est un rassemblement de personnes venues écouter un ou plusieurs candidats durant une campagne électorale. On parle aussi de meeting électoral. Sert moins à convaincre qu'à entretenir le moral du candidat et de ses électeurs, ainsi socialisés » (Bacot 1994 : 157).

La première partie de la définition permet de s'accorder sur la nature et la temporalité du meeting dans le calendrier politique: il s'agirait ainsi d'un rassemblement pendant une campagne électorale, mettant en contact candidat(s) et électeurs. Comme le note Paula Cossart (2010 : 115), la deuxième partie de la définition se réfère quant à elle aux fonctions attribuées aux meetings. Selon Bacot, ils ont moins pour but de construire une conviction que de motiver les candidats et militants et de mobiliser les électeurs, « ainsi socialisés ». D'autres formes de meetings assument cependant des fonctions bien différentes ; ainsi, les réunions publiques du 19^{ème} siècle en France correspondent à un « idéal républicain » de débat contradictoire (Cossart 2010). Cossart et Thomas Mergel dans le cas allemand observent par ailleurs que les différents mouvements politiques peuvent également conférer leurs propres interprétations aux meetings : ainsi cette idéalisation des réunions publiques comme lieux de délibération démocratique et d'éducation populaire est-elle fortement ancrée dans la culture politique des mouvements de gauche en Europe depuis le 19^{ème} siècle (Cossart 2010 : 161 ; Mergel 2010 : 46ff.).

En comparaison, l'image des meetings dans la période contemporaine s'éloigne de l'idéal démocratique originel. Les meetings prennent de plus en plus des allures de « démonstration de force » (Cossart 2010 : 239) : ils n'apparaissent plus comme un lieu de débat démocratique, mais comme un lieu de rassemblement et de mobilisation de citoyens en principe déjà acquis au parti et/ou au(x) candidat(s). Le dispositif « meeting » en campagne permet dès lors la mise en scène du lien entre militants ou électeurs et « leurs » candidats: mise en scène d'une légitimité et d'une représentativité, mais aussi d'une proximité. Alors que la concurrence des formes directement médiatisées de communication politique semblait avoir « ringardisé » les meetings, ceux-ci semblent s'être renouvelés en tirant parti du formidable amplificateur que leur offre justement la médiatisation (Müller 2000 : 224 ; Gerstlé 2001). L'intérêt des médias pour les meetings permet aux partis de faire la démonstration télévisuelle de leur force et leur offre une plate-forme électorale de grande ampleur.

Dans ce contexte général d'évolution des « réunions contradictoires » en « meetings-manifestations » au niveau européen (Cossart 2010 : 268), la Suisse présente plusieurs particularités. La première a trait au vocabulaire. Les partis politiques suisses n'ont pas pour habitude d'appeler leurs rassemblements électoraux « meetings », préférant par exemple les termes d' « assemblée » ou de « réunion ». La seconde particularité relève du système politique suisse, et notamment de son très fort fédéralisme (Frey et al. 2006), qui ancre les élections législatives nationales au niveau cantonal. Ces élections, qui ont pour objet le renouvellement des chambres législatives fédérales (Conseil national et Conseil des États) ont en effet pour circonscription chacun des vingt-six cantons helvétiques. C'est essentiellement à ce niveau que se déroulent les campagnes électorales fédérales, et notamment que sont choisis les candidats par les partis cantonaux. De plus, les partis cantonaux jouent un rôle beaucoup plus important dans la politique suisse que leurs organisations fédérales (Ladner 2007 : 311). Les constellations de partis et leurs rapports de force varient également de canton à canton (Ladner 2004 : 311).

C'est donc seulement dans la diversité des contextes cantonaux que le « meeting » suisse doit être appréhendé. À cette échelle, différentes activités de campagne peuvent être comprises comme des meetings : les débats inter-partisans, les congrès de parti, les assemblées, les réunions et conférences électorales, les « comices » au Tessin, etc. Ces manifestations électorales peuvent de plus prendre différentes formes selon les partis et cantons. Leur ampleur tendrait ainsi à en éloigner certaines d'entre elles de la définition de Bacot. Le mode de scrutin des élections aux Chambres fédérales – majoritaire pour le Conseil des États dans la plupart des cantons, mais proportionnel pour le Conseil national – implique également une autre façon de faire campagne, et donc de concevoir un meeting: contrairement par exemple aux élections législatives françaises, il s'agira moins de mettre en avant un candidat qu'une liste et le parti qui l'a établie.

Pour permettre des comparaisons entre un même type de meetings dans une perspective diachronique, cette communication propose d'élargir la définition des meetings et de rendre compte des congrès du Parti socialiste suisse³. Statutairement, le congrès du PSS est l'organe supérieur du parti et sa composition actuelle inclut notamment des délégués des partis cantonaux, des membres des instances dirigeantes, des parlementaires socialistes à l'Assemblée fédérale, des groupes de jeunes et de femmes au sein du parti, ainsi que des représentants d'organisations proches du parti tels que certains syndicats⁴. Il en va de même pour les congrès des PS cantonaux.

b. L'exemple des congrès électoraux du PSS : d'un rite statutaire à un évènement de campagne

En comparaison avec les meetings, les congrès de partis ont été relativement peu pris en compte dans l'étude de la communication électorale (Müller 2000 : 221). En tant que tel, le congrès est un évènement dont aussi bien la tenue que l'ordre du jour sont fixés statutairement. Son déroulement ainsi codifié lui fait prendre des allures de rite bureaucratique. Enfin, cet évènement peut sembler relativement fermé, puisqu'on y rentre sur invitation et que seuls les délégués du parti sont habilités à prendre part aux décisions collectives. En quoi peut-il alors s'apparenter à un meeting de campagne ?

Dans son analyse comparée des *conventions* américaines et des *Parteitage* allemands, Marion G. Müller rappelle les cinq fonctions qu'en donnait le juriste Heino Kaack : prise de décision, planification, nomination du personnel politique, intégration et propagande électorale (Müller 2000 : 222). Elle constate que les deux premières fonctions, qui participent d'une dimension *décisionnelle* du congrès, ne correspondent souvent qu'à une confirmation de choix stratégiques ou

³ Ou dans les trois langues nationales : Congrès (fr), Congresso (it.), Parteitag (al.).

⁴ Art. 11.1 et 11.2 Statuts du PS Suisse.

d'un candidat, donnant à l'évènement des allures de chambre d'enregistrement. Les conventions de nomination américaines en sont un cas paradigmatique, en ne faisant qu'officialiser un candidat déjà désigné (Müller 2000 : 224). Jugeant ces évolutions de la démocratie partisane de manière pessimiste, Rémi Lefebvre avait prédit que les primaires socialistes de 2011 ne produiraient qu'une illusion de démocratie, notamment parce que l'ouverture aux sympathisants et la médiatisation de la procédure fausseraient la prise de décision (2011). Si cette analyse est à mettre en parallèle avec le constat plus général du déclin de la démocratie interne au PS (Lefebvre et Sawicki 2006), il convient sans doute de se tourner vers la dimension symbolique des congrès devenus « séances d'applaudissement »⁵ pour leur retrouver du sens. C'est dans cette direction que Carole Bachelot analyse les congrès du PS français. Elle avance que les discours de ces congrès « permettent de réaffirmer un certain nombre de symboles idéologiques à valeur fortement fédérative mais aussi les valeurs marquant la spécificité de chaque tendance » (2007 : 153). Selon elle, cette approche dite culturelle est particulièrement bien vue par le Parti socialiste français, étant donné que « sa culture spécifique serait le produit hybride d'une professionnalisation coexistant avec le maintien d'une valorisation de la légitimité militante » (*Ibid.* : 145).

Dans le cas des congrès du PSS, les pratiques de dénomination des congrès indiquent d'ores et déjà une évolution quant au rôle que le parti leur attribue. À côté des congrès ordinaires à régularité statutaire, le PSS et les partis cantonaux convoquent en période de campagne des congrès extraordinaires, qui dans le cas du PSS deviendront explicitement des « congrès électoraux » en 1983 et 1999, et par là des événements de campagne à part entière. Par ailleurs, si la dimension décisionnelle des congrès semble bel et bien limitée, certains rites de démocratie interne peuvent renforcer l'intégration symbolique autour du parti (Müller 2000). Les congrès fédéraux du PSS en période électorale sont en général l'occasion pour le parti de présenter son programme électoral, éventuellement de le discuter et finalement de l'approuver. Par là même, le PSS peut mettre en scène ses valeurs en les opposant à celles de ses concurrents. Au niveau cantonal, c'est statutairement lors des congrès précédant les élections que les candidats sont officiellement élus par les délégués⁶ et donc présentés aux militants et à la presse. On peut s'attendre à ce que le parti saisisse cette opportunité pour mettre en scène la légitimité de ses candidats, ainsi que leur proximité avec les électeurs. Bien que le congrès soit physiquement fermé, sa médiatisation en fait un lieu ouvert vers l'extérieur : au-delà des militants présents, c'est aussi aux électeurs qu'on donne à voir le parti dans sa grand-messe électorale. Il s'agit d'une occasion pour montrer d'une part la puissance, l'unité du parti, ainsi que son dynamisme et sa démocratie interne, et de l'autre promouvoir le profil de ses candidats.

Nous émettons donc l'hypothèse que la dimension symbolique des congrès du PSS est d'autant plus présente que le parti la prend en compte, en ayant conscience de son impact pour l'intégration et la mobilisation des troupes partisans en vue de l'échéance électorale. C'est alors que les congrès se détachent du rite statutaire pour devenir des meetings à part entière célébrant le parti, ses candidats et militants. Reste alors à déterminer dans quelle mesure le parti anticipe ces potentiels effets du congrès, et les exploite dans ses choix d'organisation de l'évènement.

Pour répondre à ces questions, il s'agit d'analyser le travail organisationnel du parti afin de déterminer les caractéristiques du dispositif de meeting électoral prévues par le parti, à côté du déroulement habituel du congrès. Quelle place est attribuée au symbolique par rapport au décisionnel ? En particulier, nous allons nous intéresser à la coopération entre sections locales, partis cantonaux et parti national dans la préparation de l'« évènement ». Quels conflits d'interprétation autour du dispositif « congrès » peut-il y avoir entre les différents niveaux décisionnels ? Quelles ressources sont investies dans sa préparation ? La couverture médiatique de

⁵ « Abklatschveranstaltungen », Müller 2000 : 221, les traductions suivantes sont toutes des auteures.

⁶ Art. 15 Statuts du PS Tessin ; Art. 19 Statuts du PS Vaud ; Art. 20 Statuts du PS Zurich.

l'évènement est-elle organisée par le parti, par exemple en invitant certains journaux ou en prévoyant un certain type de communication ? Quels sont les différents temps du meeting et comment sont-ils scénarisés ?

Pour ainsi rendre compte de l'appréhension des congrès par le PSS à travers son travail d'organisation, nous nous sommes intéressées aux archives du parti national ainsi que de trois partis cantonaux : les PS vaudois, zurichoïses et tessinois. Chacun de ces partis reflète les spécificités de leurs cantons respectifs et représente ainsi la grande diversité helvétique. Le PS vaudois couvre l'un des plus grands cantons suisses en superficie et le plus peuplé de la Suisse romande. Il est marqué historiquement par la prééminence libéral-radical. À sa gauche, le PS vaudois fait face au Parti ouvrier et populaire (POP) de tendance communiste. Le PS zurichoïse est un parti historiquement fort de ce canton très industrialisé, cadre de l'émergence d'une nouvelle Union démocratique du centre (UDC) depuis les années 1990. Quant au PS tessinois, il occupe une position plus marginale dans le champ politique d'un canton plus traditionaliste et de frontière. Les archives du parti national et de ces trois partis cantonaux contiennent la correspondance des partis ainsi que les procès-verbaux des réunions de leurs instances dirigeantes relatifs à l'organisation des congrès. Les comptes-rendus et articles de presse sur les congrès renseignent sur leur déroulement, leur mise en scène, leur atmosphère et les significations que leur donnent les acteurs partisans.

2. Le Parti socialiste suisse, du parti isolé de la classe ouvrière à un pilier de la concordance

Aujourd'hui principal parti de gauche du pays, le PSS est fort d'une longue histoire ancrée dans les évolutions générales des mouvements de gauche européens. Lors de sa fondation le 21 octobre 1888, le PSS se constitue d'emblée en parti national. Il n'est pas, à la différence de la majorité des autres partis historiques de la Suisse, issu d'un regroupement de partis cantonaux. Pour cette raison, les structures organisationnelles du PSS sont encore aujourd'hui plus centralisées que celles des autres partis : le secrétariat bernois du parti national assume plus clairement un rôle de coordination des activités des partis cantonaux. Dans le contexte politique de la première partie du XXe siècle, le PSS devient une force électorale certaine, mais reste confiné à un statut de paria dans la politique helvétique, dominée par les forces de droite et notamment les libéraux-radicaux. Ce n'est qu'en 1943, au tournant de la Seconde Guerre mondiale, qu'un socialiste est élu dans l'exécutif collégial suisse, le Conseil fédéral. En 1959, cette intégration dans la politique helvétique sera consolidée par l'avènement de la « formule magique » quant à la composition du Conseil fédéral : les sociaux-démocrates y obtiennent deux sièges, tout comme le Parti libéral-radical (PLR) et le Parti démocrate-chrétien (PDC), tandis que l'Union démocratique du centre (UDC) n'en obtient qu'un.

Commence alors une période paradoxale pour le PSS, qui doit trouver sa place entre parti de gouvernement et parti traditionnel d'opposition (Degen 1988). La décennie 1980 correspond à une césure dans l'histoire du PSS et des partis politiques suisses : alors que leur force électorale s'essouffle face à la montée de l'abstentionnisme et des nouveaux mouvements sociaux, l'UDC entame sa mue à droite toute. Pour tenir compte de ces évolutions, nous choisissons d'analyser dans un premier temps les congrès des années 1947, 1959, 1971 et 1983, puis dans un deuxième temps des années 1991, 1999 et 2007, sélectionnées comme cas d'étude en raison de leur signification historique. Par ailleurs, ces deux périodes correspondent à des configurations médiatiques bien différentes. À côté des évolutions des technologies de l'information et de la communication, les décennies 1990-2000 voient notamment le déclin définitif des quotidiens de parti (Clavien 2010).

3. L'évolution du dispositif « congrès »

a. De l'après-guerre aux années 1980 : lutter, mobiliser puis... resserrer les rangs

Se plonger dans les congrès électoraux du PSS de l'immédiat après-guerre jusqu'aux années 1980, c'est revivre les évolutions majeures qu'a connu le parti dans cette période. C'est qu'en plus de la prise en compte de la modernisation des techniques de communication, le parti a dû s'adapter aux changements de la société suisse. La base électorale traditionnelle du parti, la classe ouvrière, a perdu de son homogénéité, tandis que les mouvements sociaux et milieux fidèles au parti s'effritaient. Longtemps centraux dans la communication des partis suisses, les quotidiens officiels de parti ont progressivement disparu. Les deux années électorales encadrant la période traitée dans cette partie, 1947 et 1983, illustrent ces évolutions : s'il est question en 1947 de lutter par « nécessité dialectique contre la bourgeoisie »⁷, l'invitation au congrès national de septembre 1983 évoque plutôt un besoin de « resserrer les rangs »⁸, dans un contexte marqué par la hausse de l'abstention⁹.

À côté de ces tendances générales, les différences entre les contextes national et cantonal se retrouvent également dans l'organisation des meetings. Les différents calendriers électoraux y sont déjà pour beaucoup. Dans tous les cantons, les élections fédérales ont lieu tous les quatre ans l'avant-dernier dimanche d'octobre. Le canton de Vaud vote pour son exécutif et son législatif cantonaux tous les cinq ans, ce qui dans notre cas d'étude correspond à l'année précédant les élections fédérales. Les élections cantonales au Tessin et dans le canton de Zurich ont en revanche lieu tous les quatre ans, respectivement en mars et en avril de l'année des élections fédérales. Les trois partis cantonaux font donc face à des enjeux différents dans la gestion de leurs calendriers électoraux, ce qui devrait se répercuter sur leur préparation des congrès.

En 1947, les instances dirigeantes des partis cantonaux et du parti national¹⁰ semblent toutes avoir conscience de l'impact des congrès de l'année électorale, qu'elles préparent de manière intensive. Il faut dire que le PSS a confiance en lui : fort de ses succès électoraux de 1943, il s'appuie sur son programme de 1942 « La Suisse Nouvelle » et promeut l'introduction de l'assurance vieillesse, en se présentant comme le chantre de l'État-providence et de la réforme économique (Meuwly 2010 : 103ff.). On peut avancer que le parti est quasiment dans une situation de campagne permanente. De fait, le PSS organise son congrès de septembre dès le mois de juin¹¹, les PS vaudois et zurichois dès le début du mois de juillet 1947¹². De plus, alors que les congrès cantonaux doivent décider de l'opportunité d'alliances électorales, les instances dirigeantes cantonales préparent ces décisions suffisamment en amont pour que les congrès n'aient qu'à les plébisciter.

⁷ « Wir führen den Kampf aus dialektischer Notwendigkeit heraus gegen das Bürgertum », Procès-verbal du congrès du PSS des 30 et 31 août 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.15, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

⁸ Invitation officielle au congrès extraordinaire 1983 (Elections fédérales), 1er juin 1983, Archives sociales suisses Zurich, Ar. 116.7, Parteitagunterlagen 1979-1984, 1986, 1988.

⁹ De 56.9% en 1971, la participation aux élections du Conseil national tombe à 48% en 1979, Site web de l'Office fédérale de la Statistique suisse,

http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/17/02/blank/key/national_rat/wahlbeteiligung.html, consulté le 29 mai 2013.

¹⁰ Les partis cantonaux et le parti national ont toutes un exécutif restreint (comité directeur pour le PS Vaud, Geschäftsleitung ou ci-après direction pour le PS zurichois et le PSS), et un exécutif élargi se réunissant moins souvent (comité cantonal pour le PS Vaud, Parteivorstand ou ci-après présidence pour le PS zurichois et le PSS).

¹¹ Réunion de la direction du parti du 4 juillet 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.111.11, Protokollkopien Geschäftsleitung und Parteivorstand.

¹² Réunion du comité directeur du PSV du 7 juillet 1947, Archives cantonales vaudoises Lausanne, PP 225/8, Dossier 1, et réunion de la présidence du PS zurichois du 14 juillet 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.10.32, Protokolle 1947-1948.

Cela prend la forme d'une simple proposition dans l'ordre du jour du congrès du PS vaudois de septembre 1947: un apparentement de liste avec le Parti communiste vaudois (Parti ouvrier et populaire, POP) ne serait à envisager qu'en cas d'alliance des partis de droite¹³. De fait, les délégués décideront en ce sens lors du congrès¹⁴. Plus que cette décision, ce sont les discours de deux parlementaires sortants qui marquent cet événement, en promouvant leurs compétences ainsi que l'unité de vues du parti. Un des thèmes évoqués, la réforme des finances fédérales, permettra au parti de se positionner sur cet autre sujet central à l'agenda politique de 1947 dans la Tribune de Lausanne du lendemain, quotidien apolitique de référence en Romandie¹⁵. Une résolution du congrès sur les principes d'un socialisme profondément attaché à la liberté individuelle des citoyens et à la pleine indépendance des peuples » est également mentionnée par la Gazette de Lausanne, quotidien de tendance libérale¹⁶. Cette distanciation implicite vis-à-vis du POP avait été préparée en amont par le comité directeur du parti¹⁷. Dès 1947, la préparation de la médiatisation du congrès réussit donc à en faire un événement médiatique officialisant les orientations électorales du parti cantonal.

L'anticipation des décisions à prendre lors du congrès est encore plus nette dans le cas du PS zurichois. Sa direction discute depuis le mois de juillet 1947 avec l'union syndicale cantonale quant à l'opportunité d'une liste commune¹⁸, si bien que la liste de candidats au Conseil national est déjà prête pour le congrès de septembre et n'y sera que peu discutée¹⁹. Ce congrès prend des allures de démonstration de force. Dans son allocution de bienvenue à la Maison du peuple zurichoise, le président du parti insiste sur l'importance des élections à venir, en trace la continuité avec les autres luttes de cette « année de combat »²⁰ et notamment avec la votation populaire de juillet 1947 sur l'assurance vieillesse. Le timide débat lancé par quelques délégués sur des aspects techniques de la liste commune ne sera pas évoqué dans l'organe du parti du lendemain, qui titre au contraire sur la remarquable unité de la classe ouvrière contre l'ennemi de classe²¹. Elle rend également compte des « applaudissements nourris »²² pour le discours de clôture du président, marqué par son « appel enflammé à la mobilisation ultime »²³.

Cette rhétorique électorale pour le moins flamboyante se retrouve dans le congrès du PSS des 30 et 31 août 1947, qui a également lieu dans une Maison du Peuple, celle de Bâle. Lieux de l'émergence du mouvement ouvrier en Suisse, ces maisons ont conservé un héritage symbolique très fort (Scascighini 1991) et ne sont donc pas choisies au hasard comme lieu de congrès. Lors de son discours d'ouverture, le président national Oprecht commence par se réjouir du nombre important de délégués, accueille les représentants des organisations amies dont les syndicats, puis célèbre la

¹³ Ordre du jour du congrès extraordinaire d'automne du PSV, 7 septembre 1947, Archives cantonales vaudoises Lausanne, Parti socialiste vaudois, PP 225/8, Dossier 1, 1947.

¹⁴ Procès-verbal du congrès extraordinaire d'automne du PSV du 14 septembre 1947, *Ibid.*

¹⁵ « Chez les socialistes », article de la Tribune de Lausanne du 15 septembre 1947, <http://scriptorium.bcu-lausanne.ch/>, consulté le 24 mai 2013.

¹⁶ « Les élections fédérales. La position du parti socialiste », article de la Gazette de Lausanne du 15 septembre 1947, p. 5, <http://www.letempsarchives.ch/>, consulté le 24 mai 2013.

¹⁷ Réunion du comité directeur du 10 septembre 1947, Archives cantonales vaudoises Lausanne, Parti socialiste vaudois, PP 225/8, Dossier 1.

¹⁸ Notamment réunions de la direction des 1er, 6 et 13 septembre 1947, réunion de la présidence du 6 septembre 1947, Archives sociales Zurich, Archiv der SP des Kantons Zürich, Ar 27.10.32 Protokolle 1947-1948.

¹⁹ Protocole du congrès du 14 septembre 1947, Archives sociales suisses, Ar. 27.10.32, Protokolle 1947-1948.

²⁰ « Kampfjahr », procès-verbal du congrès extraordinaire du 14 septembre 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.10.32, Protokolle 1947-1948.

²¹ « Partei und Gewerkschaft marschieren gemeinsam. Gewerkschaftskartell und Parteitag beschliessen ein SD-gewerkschaftliche Liste für die NRW, article de Volksrecht du 15 septembre 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.25.3, Parteitage 1947-1950.

²² *Ibid.*

²³ « Mit einem flammenden Aufruf zum letzten Einsatz », procès-verbal du congrès extraordinaire du 14 septembre 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.10.32, Protokolle 1947-1948.

mémoire des camarades disparus, célébrant par-là l'appartenance collective au parti. Il ancre ensuite le congrès dans la campagne électorale fédérale, et plus largement dans les conflits de l'après-guerre immédiat : « nous ne vivons pas encore dans l'époque de la paix » ; il reste à trouver une troisième voie : celle du « socialisme démocratique »²⁴. « Nous sommes donc évidemment prêts à lutter. Nous engageons le combat du fait d'une nécessité dialectique contre la bourgeoisie »²⁵. Les deux discours suivants, l'un en allemand, l'autre en français sont tenus par deux conseillers nationaux sortants et ancrent le congrès dans une continuité historique, du congrès de 1938, signant le refus social-démocrate du nazisme, en passant par celui de 1943 entérinant le programme de la Nouvelle Suisse²⁶. Ce que les dirigeants du parti ont ainsi habilement écarté des discussions de ce « congrès de l'entente et de l'unité »²⁷, c'est le positionnement du parti vis-à-vis de la « question allemande » et notamment des partis socialistes renaissants ouest- et est-allemand ; l'absence d'invités étrangers prend alors toute sa signification²⁸.

En comparaison, les congrès de 1959 semblent plus modestes. Il faut dire que le parti n'a plus de conseiller fédéral depuis 1954. Personne ne peut prédire que le renouvellement du Conseil fédéral de la fin de l'année 1959 verra avec l'élection de deux sociaux-démocrates l'avènement de la « formule magique ». À la droite du PSS, l'Alliance des Indépendants portée par le charismatique industriel Gottlieb Duttweiler lui conteste des voix et sa position de défenseur des travailleurs. À l'aube de l'année électorale, le PSS s'investit dans une révision de son programme vers plus de réalisme économique (Lang 1988 : 61). Il revient au congrès ordinaire de Winterthur des 27 et 28 juin 1959 d'entériner ce programme, sur lequel le parti pourra ensuite baser sa campagne électorale. Les instances dirigeantes du parti préparent cette échéance dès mars-avril 1959²⁹ ; les représentants des partis cantonaux et notamment de la Romandie font état des premières critiques sur le projet de programme, « trop pratique, trop “réaliste” »³⁰. Les dirigeants du parti prévoient donc un temps de discussion important lors du congrès, mais décident également de s'opposer systématiquement à tout amendement qui contredirait le texte³¹. Le programme sera finalement adopté sans encombre³².

Le congrès du PS zurichois du 13 septembre 1959 à Uster illustre comme celui de 1947 le caractère relativement dirigiste de la direction du parti, qui « clarifie » les listes avant le congrès, pour que celui-ci n'ait plus qu'à les voter³³. Dans une « salle fleurie et décorée de fanions »³⁴, le discours assez pessimiste du président cantonal donne le ton quant à la situation du parti, perdant des dernières élections cantonales : la belle conjoncture économique ne pousserait pas les travailleurs à s'engager. En comparaison, c'est cette fois le PS vaudois qui apparaît le plus combatif ; alors que

²⁴ « Wir leben noch in der Nachkriegszeit, Wir leben noch nicht in der Friedenszeit », « eine dritte Gruppe des demokratischen Sozialismus », Procès-verbal du congrès des 30 et 31 août 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.15, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

²⁵ « Wir sind selbstverständlich bereit, den Kampf aufzunehmen. Wir führen den Kampf aus dialektischer Notwendigkeit heraus gegen das Bürgertum », Procès-verbal du congrès des 30 et 31 août 1947, Archives sociales suisses, Ar 1.116.15, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ « Parteitag der Einheit und Einigkeit. Prächtiger Auftakt zu den Nationalratswahlen », article de Volksrecht du 1er septembre 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.3, Parteitagsunterlagen 1939-1948.

²⁸ Réunion de la direction du PSS du 16 août 1947, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.111.11, Protokollkopien Geschäftsleitung und Parteivorstand.

²⁹ Réunion de la présidence du PSS le 21 mars 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.110.49 MFC 12.

³⁰ « Zu praktisch, zu « realistisch », réunion de la présidence du PSS, 25 avril 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.111.13, Protokollkopien : 1958-1963.

³¹ Réunion de la direction du PSS, 22 juin 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.110.49 MFC 12.

³² Procès-verbal du congrès ordinaire des 27 et 28 juin 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.16 Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

³³ « Die gesamte Kandidatenliste ist damit zuhanden des Parteitages bereinigt », réunion de la présidence cantonale, 12 septembre 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.10.42, Protokolle 1958-1959.

³⁴ « im blumen- und fahngeschmückten Sall des Stadthofen », « Sozialdemokraten nach vorn », article de Volksrecht du 14 septembre 1959, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.25.5, Parteitage 1959-1964.

les partis de droite de l'« Entente Vaudoise » présentent une liste commune pour le Conseil national, les dirigeants du parti décident in extremis de présenter en réaction leur propre candidat au Conseil d'État³⁵. Le discours du président cantonal Pierre Graber lors du congrès du 19 septembre 1959 à Lausanne sur la critique de « ce qu'ils appellent l'Entente vaudoise », coupable d'empêcher une représentation des socialistes au Conseil des États³⁶.

D'une certaine manière, le congrès extraordinaire du PSS du 15 mai 1971 à Fribourg, convoqué pour étudier un projet de « plate-forme électorale »³⁷, peut rappeler celui de Winterthur de 1959, qui avait aussi entériné un nouveau programme, et donc une nouvelle orientation politique. Une première différence apparaît cependant : là où le parti distinguait auparavant son « programme » général de son « programme d'action », plus court et prévu pour les élections, le parti en 1971 n'a plus peur d'ancrer son programme dans une perspective clairement électorale. Le projet de programme s'intitule donc « Manifeste 71 », avec en sous-titre « plate-forme électorale »³⁸. Les stratèges du parti ont en outre anticipé le processus de rédaction de ce texte, puisqu'une commission *ad hoc* s'y attèle dès novembre 1970³⁹. La date du congrès est elle aussi placée relativement tôt dans l'année – en mai, au lieu d'août en 1959 – dans le but de « créer l'évènement », de rendre public le « Manifeste du parti » et ainsi de lancer la campagne électorale. Le discours introductif du président national Arthur Schmid donne un ton solennel à ce congrès :

« Notre congrès de cette année, on peut le dire sans exagération, revêt une importance historique. Il initie le lancement des élections fédérales les plus importantes et passionnantes depuis l'introduction du droit de vote proportionnel en 1919. »⁴⁰

Schmid fait référence à la récente introduction du droit de vote pour les femmes au niveau fédéral, en février 1971. Le président accueille ensuite les journalistes et souligne leur importance et la signification de leur présence : « la formation du consensus politique dans notre parti ne doit pas se faire derrière des portes closes, mais bien de manière ouverte »⁴¹. Conséquence des évolutions du champ médiatique, ce n'est en effet pas seulement la presse partisane qui a fait le déplacement, mais également la presse écrite généraliste ainsi que la radio et la télévision. Avec son mot de bienvenue, le président cherche à mettre en valeur la démocratie interne à l'œuvre dans son parti.

Ce qui intéresse toutefois le plus les médias dans ce congrès, c'est la présence de l'écrivain allemand Günter Grass⁴², dont l'intervention sur la « démocratie sociale entre le communisme et le capitalisme » suscite le débat⁴³. Son discours ainsi que ceux du président national donnent à voir une image de dynamisme et d'unité et font tant bien que mal oublier les dissensions qui en réalité entourent le Manifeste 71. Pour le parti historique de la classe ouvrière, c'est en particulier la

³⁵ Cf. réunion du comité directeur du 11 septembre 1959 et procès-verbal du congrès du 19 septembre 1959, Archives cantonales vaudoises Lausanne, PP 225/20.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Procès-verbal du Congrès extraordinaire du PSS, 15 mai 1971, Ordre du jour, Archives sociales suisses Zurich, Ar. 1.116.17, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ « SP-Sekretariat, Bericht über die Erarbeitung der SPS- Wahlplattform 1971, März 1971 » (Secrétariat du PS, compte rendu de la rédaction de la plate-forme électorale de 1971), Archives sociales suisses Zurich, Ar. 1.116.6, Parteitagunterlagen 1971-1978.

⁴⁰ Procès-verbal du Congrès extraordinaire du PSS, 15 mai 1971, Archives sociales suisses, Ar 1.116.17, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

⁴¹ « [...] weil wir der Meinung sind, dass die demokratische Willensbildung in unserer Partei nicht hinter geschlossenen Türen erfolgen soll, sondern offen dargelegt werden darf », *Ibid.*

⁴² Par exemple: A Fribourg, le parti socialiste a présenté son « Manifeste 71 », article dans le Feuille d'avis de Lausanne du 17 mai 1971, <http://scriptorium.bcu-lausanne.ch/>, consulté le 24 mai 2013.

⁴³ Procès-verbal du Congrès extraordinaire du PSS, 15 mai 1971, Ordre du jour, Archives sociales suisses Zurich, Ar. 1.116.17, Gedruckte Protokolle: Einzelbände.

question de l'encadrement des migrations du travail qui divise, dans un contexte marqué par le débat sur l'« emprise étrangère » initié par les partis de la droite radicale (Skenderovic 2009 : 57).

Plus encore que le congrès du PSS, le congrès du PS vaudois à Epalinges dans la banlieue lausannoise en septembre 1971 illustre particulièrement bien les ambiguïtés du dispositif congrès pour un parti cantonal en campagne. Le choix du lieu du congrès permet de mettre en valeur la jeune section d'Epalinges, fondée au printemps 1971 : le président cantonal la remercie chaleureusement dans son allocution d'ouverture⁴⁴. Par un malencontreux hasard, le parti libéral-radical a organisé son congrès dans la même salle la semaine précédente, fait que souligne maladroitement le représentant de la municipalité d'Echallens. Le président cantonal le corrige rapidement, « ce n' est pas le PSV qui suit le PRD mais le contraire », puisque le PS vaudois avait déjà réservé la salle au mois de mai⁴⁵. À côté du lieu, c'est donc ici aussi la date qui est un enjeu pour la mise en valeur du congrès et de sa médiatisation. Après les exposés de trois conseillers nationaux sortants, le congrès débat des opportunités d'un apparentement avec le parti communiste vaudois, le POP⁴⁶. Le vote concluant ce débat approuve une telle stratégie ; la démocratie interne dont fait preuve le parti se retourne contre le comité directeur, qui ne souhaitait pas se montrer si proche du parti trop connoté à l'extrême gauche.

En comparaison, dans la préparation de son congrès extraordinaire des 11 et 12 septembre 1971, le PS zurichois fait une nouvelle fois montre de son fonctionnement centralisé, et anticipe particulièrement la médiatisation du congrès⁴⁷. Les réunions des instances dirigeantes sont ainsi consacrées dès mai 1971 à la question des candidatures⁴⁸. En lieu et place d'un autre congrès extraordinaire sur la question des travailleurs étrangers, les dirigeants du parti, préférant ne pas s'exposer sur ce sujet sensible, préparent une résolution qu'ils feront approuver au congrès⁴⁹. C'est ainsi que cette résolution se retrouve dans le communiqué de presse du congrès, qui met également en valeur le lancement d'une initiative sur la formation continue, le vote des listes pour le Conseil national, et la désignation d'une candidate au Conseil des États comme alternative aux représentants de la droite⁵⁰. Ce communiqué semble également avoir été rédigé par les dirigeants et non par les délégués au congrès, sa date étant du 11 septembre 1971, soit le premier jour d'un congrès au programme déjà bien rempli. Cette stratégie de communication autour du meeting semble couronnée de succès puisqu'un certain nombre de journaux, y compris d'autres obédiences politiques, reprennent les éléments du communiqué, et par là, entérinent les « succès » du congrès⁵¹.

Si l'on peut donc déjà considérer que les congrès zurichois de 1971 sont pensés comme des événements médiatiques, leurs pendants vaudois et zurichois de 1983 montrent une évolution encore plus nette dans cette direction. Le PS vaudois, conscient de ses difficultés électorales

⁴⁴ Protocole du congrès extraordinaire du 25 septembre 1971, Archives cantonales vaudoises, PP 225/40, 1971.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Par exemple, réunion de la direction du 25 juin 1971, Archives sociales suisses Zurich, Ar. 27.10.55 Protokolle 1971 Geschäftsleitung.

⁴⁸ Réunion de la direction du 28 mai 1971, *Ibid.*

⁴⁹ Réunions de la direction des 16 juillet et 27 août 1971, *Ibid.*

⁵⁰ « Zürcher Sozialdemokraten beteiligen sich am Ständeratswahlkampf » (Les sociaux-démocrates zurichois participent à la campagne électorale pour le Conseil des États), 11 septembre 1971, Archives sociales suisses Zurich, Ar. 27. 600.2 Nationalratswahlen 1971.

⁵¹ Par exemple : « Kantonaler Parteitag der Sozialdemokraten. Auf Bundeswahlen gerüstet » (Congrès cantonal des sociaux-démocrates. Affronter les élections fédérales), Article de Arbeiterzeitung du 13 septembre 1971, mais aussi : « Sozialdemokratische Kandidatin für den Ständerat. Parteitag der Zürcher Sozialdemokraten » (Candidate socialiste pour le Conseil des États. Congrès du parti socialiste de Zurich), article de la Neue Zürcher Zeitung du 13 septembre 1971, Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.600.2 Nationalratswahlen 1971.

anticipe sa campagne et notamment la désignation de ses candidats⁵². C'est donc lors du traditionnel congrès ordinaire d'avril, habituellement consacré aux décisions concernant le personnel du parti, que les candidats pour les élections d'octobre seront désignés⁵³. Alors que le PS vaudois n'est plus représenté au Conseil des États, le congrès entérine la proposition du parti de présenter un candidat. À l'issue du congrès, les quotidiens romands soulignent que c'est le PS qui initie la campagne avec ce congrès, et notamment sa nomination d'un candidat pour le Conseil des États⁵⁴.

En pleine période de remise en question, le PS zurichois anticipe encore plus la campagne que son homologue vaudois, et surtout, intègre les élections cantonales et fédérales dans une même stratégie. C'est ainsi qu'un congrès extraordinaire est convoqué dès la fin octobre 1982, pour convenir d'un programme et d'un accord électoral avec l'union syndicale – ceci pour toutes les élections de l'année 1983⁵⁵. Le congrès extraordinaire du 2 juillet 1983 à la Maison du Peuple de Zurich se consacre donc à la désignation ou plutôt la confirmation des candidats, sans débats gênants sur les alliances⁵⁶. L'anticipation des congrès et de la campagne en général n'empêche cependant pas les tensions de ressurgir : l'établissement des listes pour les élections au Conseil national est fortement contestée lors du congrès et le quotidien centre-droit de référence *Neue Zürcher Zeitung* n'hésite pas à parler de « crise »⁵⁷.

Du côté du parti national, l'évolution vers un congrès en forme de véritable meeting électoral est encore plus assumée : le congrès des 10 et 11 septembre 1983 de Berne est ainsi le premier congrès national à s'appeler « congrès électoral »⁵⁸. Son programme est construit sur la base des « quatre points forts » définis par le parti pour la campagne : le maintien de l'emploi, le maintien de l'environnement, la sécurité sociale, la solidarité internationale et la paix⁵⁹. En insistant sur ces éléments qui apparaissent sur l'ordre du jour du congrès, le parti a orienté sa communication sur le congrès autour de ces thèmes. Bien que la presse fasse état de la difficile situation du parti et des tensions existantes entre l'objectif du maintien de travail et celui du maintien de l'emploi, elle rend compte du congrès essentiellement à travers cette prise de position du parti sur l'environnement⁶⁰. Mais le parti ne cherche pas seulement à façonner son image à l'extérieur. Dans la lettre d'invitation au congrès électoral, plus longue que d'ordinaire, il est question de « renforcer notre capacité d'action et de resserrer nos rangs ». Dans la brochure d'information sur le congrès, les délégués sont justement invités à profiter des « productions culturelles de gauche » dans le cadre du congrès⁶¹. Il s'agit notamment d'une fanfare accueillant les hôtes à la gare de Berne avec un répertoire allant « de Radetzky jusqu'à l'Internationale », de sketches intitulés « De Brecht à la samba », ou encore d'un comité « cuisine alternative rouge »⁶². À côté de sa stratégie de

⁵² Notamment à la suite des Assises du parti le 30 octobre 1982, Lettre du secrétariat: Assises du PSV à Chavannes, Elections nationales, Secrétariat du PS Vaud, Classeur Elections fédérales 1983.

⁵³ Bulletin de vote du congrès ordinaire du 23 avril 1983 à Goumoens-la-Ville, *Ibid.*

⁵⁴ « Sous le signe de la défense de l'emploi. Elections fédérales: le PS engage le fer », article du 24 heures du 25 avril 1983 ; « Elections fédérales: le parti socialiste vaudois inaugure. Schmutz pour gagner. 17 pour conserver », article de la Tribune de Lausanne – Le Matin du 24 avril 1983, *Ibid.*

⁵⁵ Archives sociales suisses Zurich, Ar 27.250.7, Parteilage 1982-1983.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ « SP auf der Suche nach dem Weg aus der Krise. Otto Nauer Ständeratskandidat – Wiederwahl des Präsidiums » (Le PS à la recherche du chemin pour sortir de la crise. Otto Nauer candidat au Conseil des Etats – Réélection de la présidence), article de *Neue Zürcher Zeitung* du 4 juillet 1983, *Ibid.*

⁵⁸ Informations- und Antragsheft Wahlparteilag 1983, Archives sociales suisses, Ar 1.116.7, Parteilagsunterlagen 1979-1984, 1986, 1988.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Voir par exemple « La protection des travailleurs n'est pas assurée. Environnement: une initiative socialiste », article de 24Heures du 12 septembre 1983, <http://SCRIPTORIUM.bcu-lausanne.ch/>, consulté le 24 mai 2013.

⁶¹ Congrès 1983, Elections fédérales, Liste des propositions, *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

médiatisation, ce congrès, pensé à travers un véritable « scénario »⁶³, est donc voué à promouvoir l'intégration symbolique des membres autour d'une certaine « culture de gauche »⁶⁴.

Si les congrès des quatre années électorales analysées présentent tous des caractères de meetings, celui de 1983 fait figure d'apothéose. Cette année-là, le parti oriente sa conception des congrès de manière à multiplier leur impact, tant vers l'extérieur que vis-à-vis de leurs propres membres: on lutte et on mobilise donc toujours, mais dans le contexte des années 1980, il s'agit également de « resserrer les rangs ». Ces évolutions vont se poursuivre dans les décennies 1990 et 2000.

b. Les formes de congrès dans les années 1990 et 2000 : le besoin de se réaffirmer dans un contexte nouveau

Dans les années 1980-1990, la stabilité électorale qui avait caractérisé la politique suisse entre les années 1960 et 1990 est remise en cause. Le PSS n'obtient que 42 sièges au Conseil national en 1987: c'est son plus mauvais résultat depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919. C'est la fin d'une sorte de « pacte de non-belligérance électorale » (Burgos et al. 2011 : 123), aux termes duquel les positions dans les institutions étaient acquises et les campagnes électorales se déroulaient de manière pacifique. Le PSS se voit donc obligé d'adopter de nouvelles stratégies pour faire face à la crise (Degen 1993 : 115 ; Meuwly 2010 : 127). Avec la radicalisation de la droite à partir des années 1990 (Mazzoleni 2008 : 10), les deux pôles du système de parti suisse se renforcent au détriment des partis du centre (libéraux et démocrates). Le Parti socialiste suisse a ainsi réalisé ses meilleurs pourcentages électoraux aux élections du Conseil national dans les années 1990. Premièrement, ce succès électoral peut être expliqué par la polarisation croissante gauche-droite. Deuxièmement, le PSS au cours des années 1990 a cherché à cibler les nouvelles classes moyennes en adressant des problématiques politiques du centre gauche (Fouradoulas 2013 : 155). Par conséquent, sa base électorale s'élargit et depuis les années 1990, le PSS recrute la majorité de ses membres parmi les employés et parmi les intellectuels (Degen 1993). Les congrès nationaux représentent ainsi premièrement des occasions importantes pour se réaffirmer quant aux nouvelles forces politiques – de droite, avec notamment l'UDC, mais également de gauche. En effet, les partis sont insérés dans des relations sociales et leur fonctionnement peut être compris lorsqu'on les situe les uns par rapport aux autres (Sawicki 1997 ; Offerlé 2010). Deuxièmement, le parti essaie dans ces congrès de démontrer sa force électorale.

Par rapport à la période précédente, les congrès nationaux semblent moins avoir évolué dans les années 1990 et 2000. Ils sont généralement caractérisés par une préparation relativement longue et une organisation centralisée autour des instances dirigeantes du PSS, notamment autour de la présidence et de la direction : celles-ci discutent déjà environ six mois à l'avance de l'organisation et des thématiques-clés des congrès⁶⁵. Les documents programmatiques pour la campagne sont en conséquence adoptés sans discussion ou presque lors des congrès. La thématique mobilisatrice du congrès de mars 1991 est ainsi celle de l'approbation d'un manifeste sur l'Europe, dans le contexte des débats sur l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, marqués par une forte opposition de l'UDC⁶⁶. Par ailleurs, les brochures prévues par le PSS comme matériel de campagne sont discutées

⁶³ « Drehbuch », Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.26.

⁶⁴ Wortprotokolle in Maschinenschrift: 1983, 1984 ; « Linke Kultur », Informations- und Antragsheft Wahlparteitag 1983 (Procès-verbaux: 1983, 1984 ; « Culture de gauche », cahier d'information du congrès électoral de 1983), Archives sociales suisses Zurich, Ar 1.116.7, Parteitagunterlagen 1979-1984, 1986, 1988.

⁶⁵ Procès-verbal de la direction du PSS du 25 août 1990, Archives sociales suisses Zürich, Ar. 1.110.75, Protokolle 1984-1990.

⁶⁶ Ces débats aboutiront le 6 décembre 1992 au refus du peuple suisse à l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE).

lors du congrès⁶⁷. La première de ces brochures, celle sur l'Europe, est approuvée à l'unanimité. Les autres, qui n'ont pas été discutées pendant le congrès, portent sur l'égalité entre hommes et femmes, la politique de sécurité, l'écologie, les questions sociales et enfin le logement : des thématiques qui ont permis au parti socialiste de s'adapter aux changements de la société, et notamment de s'adresser aux nouvelles classes moyennes (Lang et al. 1988 : 29).

En 1999, le parti organise, comme en 1983, un congrès explicitement « électoral » moins de deux mois avant les élections. Lors de ce « congrès électoral » du 4 septembre 1999 qui a lieu encore à Bâle (comme en 1947), le Parti socialiste se présente comme l'« alternative à la poussée de la droite » pour les élections du mois d'octobre⁶⁸. L'UDC connaît en effet des succès électoraux réguliers depuis 1991. Rien n'a donc été oublié pour souligner la polarité droite-gauche dans ce congrès. La récente fête de l'UDC avait invité un orchestre champêtre et on y chantait des chants patriotiques, le congrès du PS, lui, a mobilisé « un ensemble de jazz et, surtout, un groupe de six jeunes chanteurs de six pays différents, tous demandeurs d'asile »⁶⁹. Les discours des socialistes internationaux sur l'Europe aident le PSS à promouvoir l'idéal d'une Suisse ouverte et tolérante, en contraste avec les discours anti-étrangers de l'UDC. Le congrès électoral ne doit pas seulement servir à confirmer les discussions politiques actuelles, mais il est aussi un événement à travers lequel les intentions du parti doivent être martelées peu de temps avant les élections fédérales⁷⁰. L'ordre du jour du congrès, préparé par la présidence du parti, tourne donc autour de la présentation de la « plate-forme électorale », élaborée au printemps par les instances⁷¹. Après la soumission aux partis cantonaux, le congrès prend en compte leurs amendements soumis à l'avance et adopte à l'unanimité ce document : le parti apparaît ainsi uni, car les discussions ont lieu avant et non pendant le congrès.

En 2007, le PSS choisit d'anticiper l'adoption de la plate-forme électorale, qui aura lieu lors du Congrès ordinaire des 16 et 17 septembre 2006 à Sursee⁷². La plate-forme a été présentée si tôt en raison du début de l'« année électorale »⁷³. Il semble donc qu'au niveau national le début de la campagne électorale soit encore plus anticipé : il s'agit de discuter les orientations politiques le plus tôt possible. En clarifiant sa ligne politique en avance, le parti cherche à convaincre un grand nombre d'indécis. Comme le dit Ursula Wyss, présidente du groupe parlementaire, « des centaines de milliers de femmes et d'hommes ignorent encore à ce moment à quel parti politique iront leurs suffrages le 21 octobre 2007. Ce sont surtout ces personnes-là que notre message et nos arguments doivent atteindre »⁷⁴. En effet, la participation en Suisse n'a eu cesse de diminuer au cours de l'après-guerre et avec 48.3 % en 2007 se situe encore loin de la moyenne de participation aux élections nationales dans les autres démocraties européennes (Lutz 2007 : 5). Ce sont justement ces abstentionnistes et indécis que le Parti socialiste cherche à reconquérir en 2007 pour redevenir le

⁶⁷ « Terminplan SP Schweiz zur Wahlkampagne 1991 » (Agenda du PS Suisse pour la campagne électorale 1991), Archives sociales suisses Zürich, Ar. 1.110.85, Protokolle der Bürositzungen 1991-1992.

⁶⁸ « SP-Parteitag in Basel : Kampf der Rechten » (Congrès socialiste à Bâle : lutte contre la droite), Article de la Basler Zeitung du 6 septembre 1999.

⁶⁹ « Barrage socialiste contre Blocher », article du quotidien 24 Heures (Lausanne) du lundi 6 septembre 1999, p. 7.

⁷⁰ Sektios-Info Nr. 4/99, 15 avril 1999, Archives sociales suisses Zürich, Ar. 1.116.33, Parteitage 1998-1999.

⁷¹ Lettre envoyé aux membres de la Direction le 12 mars 1999 depuis le secrétaire général du parti Jean-François Steiert, Archives sociales suisses Zürich, Ar. 1.110.90, Parteivorstand : Protokolle 1999-2000 ; Procès-verbal de la Présidence PSS du 19 mars 1999, Archives sociales suisses Zürich, Ar. 1.110.93, Geschäftsleitung : Protokolle 1999.

⁷² Ville située au centre de la Suisse dans le canton Lucerne.

⁷³ Discours de Pierre-Yves Maillard, vice-président du PS Suisse lors du Congrès des 16/17 septembre 2006 à Sursee, « Elections fédérales 2003-2007 : bilan et perspectives », Site web du PS, <http://www.sp-ps.ch/fre/Parti/Organisation/Congres/16-17-septembre-2006-a-Sursee>, consulté le 27 mai 2013. La campagne électorale débute en 2007 une année avant le scrutin.

⁷⁴ Discours de Ursula Wyss, présidente du groupe parlementaire lors du Congrès des 16/17 septembre 2006 à Sursee, « Chaque voix compte », Site web du PS, <http://www.sp-ps.ch/fre/Parti/Organisation/Congres/16-17-septembre-2006-a-Sursee>, consulté le 27 mai 2013.

premier parti au Conseil national. Il n'y aura pas de congrès électoraux en 2007. Mais un « cycle de conférences » nommé « Conférences au sommet »⁷⁵ a lieu pendant toute l'année. Le PSS y présente ses thématiques-clés à travers des exposés tenus par des politiciens, plus adressés à la presse qu'aux délégués du parti.

Cependant, les enjeux clés des meetings se développent surtout au niveau cantonal en raison de l'élection de candidats locaux. De manière générale, la préparation des congrès cantonaux par les instances dirigeantes commence dans les années 1990-2000 plus tard qu'au niveau national, en premier lieu en raison des différents cycles électoraux dans chaque canton. Au Tessin, du fait des élections cantonales au mois d'avril, les instances dirigeantes cantonales ne commencent à préparer le congrès de septembre qu'aux mois de juin et juillet. De même, dans les cantons de Vaud et Zurich où les congrès ont lieu plus tôt (avril-juin), les discussions commencent seulement deux à trois mois à l'avance. Les congrès cantonaux sont les lieux où la proximité entre candidats et membres du parti est la plus mise en scène. Au Tessin, le congrès « extraordinaire » du 1er septembre 1991 a pour but d'approuver le programme électoral du PS tessinois et de « proclamer » les candidats au Conseil national et le candidat au Conseil des États⁷⁶. Il y a dans ce mot « proclamer » une solennité de l'acte de nomination des candidats au Conseil national par les délégués. C'est donc un acte à la fois officiel et symbolique. De plus, il a fallu décider de l'appareillement de la liste socialiste avec les autres partis de gauche et écologistes⁷⁷. Étant donné que le PS tessinois a perdu son siège au Conseil national en 1987, les élections de 1991 représentent pour le secrétaire cantonal du PST une occasion de démontrer la « force réelle du parti »⁷⁸; le congrès est ainsi un moment où l'on peut voir le parti uni, travaillant « sérieusement, avec engagement »⁷⁹. L'organisation pratique reste très souvent décentralisée et du ressort de la section où se déroule le congrès⁸⁰. Cependant, les communications officielles sont faites à travers le secrétariat et la direction du parti. De cette manière, même si l'organisation est décentralisée, les communications sont centralisées surtout à travers des liens verticaux très étroits. En effet, les sections ne communiquent pas entre elles, ce qui nous dévoile un système d'organisation des communications centralisé qui se développe de manière verticale à travers le système des délégations (Duverger 1976 : 70).

Un enjeu qui peut être source de discussion est celui de la sélection des candidats. Un cas emblématique est celui du canton de Vaud pour les élections de 1991. Par rapport aux candidats des autres cantons, les socialistes vaudois ont eu des sueurs froides pendant le Congrès du 10 juin 1991. Probablement en raison de la thématique-clé de la campagne du PS national sur la place des femmes en politique, les quatre candidats qui n'ont pas été désignés sont tous des hommes, dont trois de Lausanne⁸¹ : les femmes ainsi que les représentants des communes moins urbaines leur ont été favorisés. L'enjeu décisionnel laissé à la compétence des délégués a donc eu l'effet espéré, même si cet épisode révèle l'impact des discussions du parti national sur les partis cantonaux. Cette thématique porte aussi le PS zurichois à créer deux listes séparées afin de mieux représenter les

⁷⁵ « Die SP peilt den Gipfel an » (Le PS vise le sommet), Communiqué de presse 17.01.2007, site web du PS, <http://sp-ps.ch/ger/Medien/Pressedienst/2007/Die-SP-peilt-den-Gipfel-an>, consulté le 5 juin 2013.

⁷⁶ Ordre du jour provisoire au « Congresso straordinario PST, domenica 1 settembre 1991 », Archives cantonales tessinoises Bellinzona, Ar. 17.1.1.

⁷⁷ Lettre du 9 août 1991 aux présidents des sections PST, aux membres de la direction et du Comité cantonal de Rolando Lepori, secrétaire cantonal PST, Archives cantonales tessinoises Bellinzona, Ar. 17.1.1.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ En 1999 au Tessin, une réunion a eu lieu avec les représentants de la section « Tre Valli », où s'est déroulé le congrès, et le secrétaire PS Tessin (12 juillet 1999). Le congrès a eu lieu à Giornico, petit village d'environ 800 habitants au nord du canton, près des Alpes. Le choix de ce lieu est emblématique car à Giornico a eu lieu en 1478 la « Bataille de Giornico », qui s'est terminée avec la victoire des troupes confédérées sur la milice italienne des Sforza. Procès-verbal de la direction du PS Tessin du 23 juin 1999, Secrétariat du PS Tessin.

⁸¹ « Pierre Duvoisin pour une voix », article du 24 Heures du lundi 10 juin 1991, p. 17.

femmes au Conseil national. En comparaison, la nomination des candidats pour les élections fédérales lors du congrès électoral tessinois de 2007 comporte moins d'enjeux. Le climat y semble détendu, bien que neuf candidats se soient proposés pour huit places sur la liste du Conseil national. Le neuvième candidat ne réussit pas à faire la différence, et il subit une débâcle lors du vote pendant le congrès. Ce candidat s'était « autopromu » : il n'avait pas été proposé par la commission des candidatures, « Commissione cerca »⁸² et ensuite approuvé par la présidence. Il faut donc croire que dès le début il avait peu de chances de réussir ces sortes de primaires. Il arrive donc que la sélection des candidats ait encore lieu pendant les congrès cantonaux, mais le plus souvent les candidats sont déjà tous décidés au sein de commissions spéciales et le congrès représente seulement un lieu symbolique de l'approbation des listes par les membres.

La temporalité des congrès peut également faire émerger leur dimension décisionnelle. De cette manière, le congrès tessinois de 1999 prend le nom de « congrès électoral » qui devient beaucoup plus long : une journée entière au lieu d'une matinée en 1991. Il semble donc qu'il y ait plus de place pour les discussions. Les candidats sont simplement « présentés » aux délégués pour qu'ensuite leurs candidatures soient débattues. La « proclamation » disparaît de l'ordre du jour, comme si la solennité de cet acte en 1999 était moins décisive. La thématique de ces discours est décidée en avance par la présidence, pour empêcher que les candidats fassent leur propagande personnelle et non celle du parti⁸³. C'est cette personnalisation de la politique au travers des primaires que craignait Lefebvre dans le cas des primaires socialistes françaises (2011). Le cas tessinois rend plutôt compte d'un « je » collectif. En effet, ces candidatures sont approuvées par les membres à l'unanimité. Bien que la longueur du congrès laisse présager plus de place aux discussions, il n'y a donc pas de véritable débat. Le congrès fait en revanche la part belle aux discours d'unité sur l'action du parti, notamment sur la législature précédente et celle à venir. La dimension symbolique prend alors le pas sur le décisionnel.

Enfin, l'enjeu de la médiatisation des alliances ressort des congrès cantonaux. La question des alliances se pose avec une intensité renouvelée à partir des années 1990, parce que de nouvelles forces de la gauche développent des relations ponctuelles et conditionnées avec le PS. Leurs revendications les autorisent à une intégration mesurée au système (Fouradoulais 2013 : 162). Dans le canton de Vaud, le congrès de présentation des candidats a lieu tôt en 2007, le 28 avril 2007⁸⁴. Ce congrès n'a pas prévu de discours des candidats, mais seulement leur présentation « officielle ». Les candidats ont été évidemment élus à l'unanimité. Cependant, la question de l'alliance avec les Verts a été discutée par un ancien élu. Mais il était seul contre l'avis de « bon nombre des participants aux assises de Sainte-Croix »⁸⁵, comme le rapporte le quotidien *Le Temps*. La stratégie des alliances se traduit généralement par des gains de sièges pour la gauche (Bochsler 2010) et ce n'est donc pas cet aspect qui pose question. Mais en raison de leur proximité idéologique et de la similarité de leurs électors potentiels, le PS et les Verts sont à la fois des partenaires naturels et des rivaux (Sciarini 2010). Cette crainte de perdre l'identité socialiste constitue donc le point d'achoppement central de la discussion, qui aboutira cependant sur un vote à la quasi-unanimité, les dirigeants ayant de toute façon déjà décidé de l'appareillement de la liste.

Au cours des années 1990 et 2000, nous avons assisté à un renforcement de la prise de conscience par le parti national que le congrès est un instrument de campagne. Les sections cantonales ont pour leur part partiellement intégré cet enjeu en attachant une importance aux discours des candidats et à

⁸² Cette commission est typique dans le contexte tessinois et elle s'occupe de « chercher » les candidats pour une élection.

⁸³ Procès-verbal de la direction du PS Tessin du 8 juillet 1999, Secrétariat du PS Tessin.

⁸⁴ Communication de la date le 11 janvier 2007 par la séance du Comité directeur. Procès-verbal du Comité directeur du PS Vaud du 11 janvier 2007, Secrétariat du PS Vaud.

⁸⁵ « Les appétits fédéraux du PS vaudois », article de *Le Temps* (Genève) du lundi 30 avril 2007.

leur approbation par le congrès. Bien que l'organisation pratique, surtout au niveau cantonal, soit décentralisée aux sections locales, il faut remarquer que les communications officielles proviennent toujours plus des organes centraux du parti. Ces mêmes organes ont la tâche de concevoir et de mettre en place le contenu du congrès : déterminer le lieu, les thématiques, les invités, etc. Au cours des deux dernières décennies, les congrès du Parti socialiste ont gagné un impact symbolique en rendant compte de la force du parti, et en se positionnant par rapport aux nouvelles forces partisanes en Suisse. Cependant, ils sont toujours moins des lieux de décision. Le développement de l'UDC a remis en cause les rapports de forces entre les partis (Mazzoleni 2008) et fait que tous les autres partis se définissent par rapport à lui. Et de fait, les congrès nationaux socialistes sont construits en opposition à ceux de l'UDC. Cette thématique se développe beaucoup moins dans les congrès cantonaux, surtout au Tessin, où l'UDC est un parti marginal en raison de la prédominance du parti régionaliste cantonal, la « Lega dei ticinesi ». Dans le canton de Vaud, la compétition avec l'UDC est moins présente lors des congrès, étant donné que l'UDC vaudois est resté un parti agraire traditionnel. Les différences cantonales se placent plutôt dans le choix du lieu et des temporalités des congrès. Le Tessin est celui qui rend compte le plus du contexte montagnard et rural, tandis que Zurich et Vaud montrent plutôt le côté « urbain » du parti.

Conclusion

Ce panorama des congrès du PSS a permis de mettre en lumière leurs caractéristiques de meetings de plus en plus prononcées au cours de la période de l'après-guerre. Grâce aux documents de travail internes au PSS, il nous a été possible d'identifier les processus de préparation des congrès. En reconstruisant le déroulement des meetings, nous nous sommes penchées sur la mise en scène du parti, des candidats et de leurs rapports de proximité avec les militants. Alors que les partis se rendent compte de la force que peut avoir cette scénarisation des congrès, leur temps de préparation s'allonge et la prise de décision se retrouve toujours plus concentrée autour des instances dirigeantes. La dimension symbolique des congrès l'emporte alors sur leur dimension décisionnelle.

Comme le constatait Carole Bachelot dans le cas du PS français, le PSS semble également prendre progressivement conscience de l'importance symbolique des congrès. Ainsi, il promeut son congrès de 1983 en appelant à « resserrer les rangs » et en invitant à profiter de « productions culturelles de gauche ». En 1999, le programme culturel du congrès vise même la polarisation vis-à-vis d'une UDC de plus en plus radicale en mettant des chanteurs demandeurs d'asile à l'honneur. Par là même, le parti transforme l'évènement statutaire routinier en un moment de rassemblement pour ses membres autour de symboles ancrés à gauche.

Un autre intérêt d'analyser le travail organisationnel du PSS de manière rapprochée (Le Grignou 2012) est que cela donne à voir le parti comme acteur des évolutions de la communication électorale. Le parti s'adapte certes aux changements sociétaux et médiatiques, mais peut aussi innover dans sa communication. En l'occurrence, les congrès tels que mis en scène par le PSS semblent bel et bien s'être plus renouvelés que ringardisés.

Dans une perspective comparative, on peut à la fin de cette analyse se demander si des parallèles peuvent être tracés entre les congrès du PSS et leurs évolutions et les meetings français durant l'après-guerre. Au-delà de la différence évidente de taille entre les meetings français et suisses, l'un des principaux contrastes entre les deux cas semble résider dans la place respective accordée au(x) candidat(s) et/ou au parti dans la mise en scène des meetings. Ce contraste s'estompe cependant ça et là dans le cas suisse : ainsi, certains candidats au Conseil des États – élus au scrutin majoritaire – sont particulièrement médiatisés à l'issue des congrès consacrant leur nomination. À côté des systèmes politiques et des cultures politiques nationales, il importe également de prendre en compte des différences plus fines à un niveau intermédiaire, que ce soit au niveau local, ou selon les partis.

Du fait de la relative personnalisation du leader de l'UDC Christoph Blocher, nous n'aurions certainement pas obtenu les mêmes résultats si nous avions analysé les congrès de ce parti depuis sa transformation des années 1990 (Mazzoleni 2008 ; Skenderovic 2009).

Bibliographie

- Agrikoliansky E., Heurtaux J. et Le Grignou B. (dir.) (2011), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant.
- Bachelot C. (2007), « La culture d'organisation au Parti socialiste : de l'explication à l'appropriation des normes », in : Haegel F., *Partis politiques et système partisan en France*, Paris : Presses de Sciences Po, pp.143-181.
- Bacot P. (1994), *Dictionnaire du vote. Elections et délibérations*, Lyon : PUL.
- Bochsler D. (2010), « L'union fait la force: Les apparentements entre les partis du camp rose-vert lors des élections au Conseil national entre 1995 et 2007 », in: Nicolet S. et Sciarini P. (dir.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Genève : Georg, pp. 361-396.
- Burgos E., Mazzoleni O. et Rayner H. (2011), *La formule magique. Conflits et consensus dans l'élection du Conseil fédéral*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Clavien A. (2010), *Grandeurs et misères de la presse politique*, Lausanne : Antipodes.
- Cossart P. (2010), *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868 – 1939)*, Rennes : PUR.
- Degen B. (1988), « Zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung », in: Lang K. et al. (dir.), *Solidarität, Widerspruch, Bewegung. 100 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz*, Zürich : Limmat Verlag Genossenschaft, pp. 369-397.
- Degen B. (1993), *Sozialdemokratie : Gegenmacht ? Opposition ? Bundesratspartei ? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zürich : Orell Füssli Verlag.
- Duverger M. (1976), *Les partis politiques*, Paris : Armand Colin.
- Fouradoulas A.-V. (2013), « Gauche radicale et gauche modérée : des relations ambivalentes, entre accommodement et désaveu », in : Mazzoleni O. et Meuwly O., *Voisinages et conflits. Les partis politiques suisses en mouvement*, Genève : Slatkine, pp. 153-172.
- Frey R. et al. (2006), *Le fédéralisme suisse. La réforme engagée. Ce qui reste à faire*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Gerstlé J. (dir.) (2001), *Les effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan.
- Ladner A. (2004), *Stabilität und Wandel von Parteien und Parteiensystemen : eine vergleichende Analyse von Konfliktlinien, Parteien und Parteiensystemen in den Schweizer Kantonen*, Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Ladner A. (2007), « Political Parties », in : Klöti U. et al. (dir.), *Handbook of Swiss politics*, Zürich : Neue Zürcher Zeitung Publishing, deuxième édition, pp. 309-334.
- Lagroye J., Lehoucq P., Sawicki F. (dir.) (2005), *Mobilisations électorales*, Paris : PUF.
- Lang K. (1988), « Chronologie der Ereignisse », in : Lang K. et al. (dir.), *100 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz. Nachdenken über Konstanten und Brüche, Spannungen und Harmonie*, Zürich : Limmat Verlag Genossenschaft, pp. 31-79.

- Lang K. et al. (1988), *Solidarität, Widerspruch, Bewegung. 100 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz*, Zürich : Limmat Verlag Genossenschaft.
- Le Grignou B. (2012), *Pour une analyse « rapprochée » des campagnes électorales*, Communication lors des Journées d'étude « Les partis en campagne », 6-7 décembre 2012, Université de Fribourg.
- Lefebvre R. (2011), *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris : Liber.
- Lefebvre R. et Sawicki F. (2006), *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris : Ed. du Croquant.
- Lutz G. (2008), *Elections fédérales 2007. Participation et choix électoral*, Lausanne : Selects – FORS.
- Mazzoleni O. (2008 [2003]), *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la «nouvelle» UDC*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Mergel T. (2010), *Propaganda nach Hitler: eine Kulturgeschichte des Wahlkampfes in der Bundesrepublik 1949-1990*, Göttingen : Wallstein.
- Meuwly O. (2010), *Les partis politiques. Acteurs de l'histoire suisse*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Müller M. (2000), « Parteitagsinszenierung diesseits und jenseits des Atlantiks », in : Kamps, K. (dir.), *Trans-Atlantik, Trans-Portabel? Die Amerikanisierungsthese in der politischen Kommunikation*, Wiesbaden : Westdeutscher Verlag.
- Offerlé M. (2010 [1987]), *Les partis politiques*, Paris: PUF.
- Pourcher Y. (1990), « "Un homme, une rose à la main". Meetings en Languedoc de 1985 à 1989 », *Terrain*, 15, pp. 77-90.
- Rokkan S. et al. (1959), « Les élections norvégiennes du 7 octobre 1957 », *Revue française de science politique*, 1, pp. 73-94.
- Sawicki F. (1997), *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.
- Scascighini M. (1991), *La Maison du peuple: le temps d'un édifice de classe*, Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.
- Sciarini P. (2010), « La concurrence au sein de la gauche », in : Nicolet S. et Sciarini P. (éds), *Le destin électoral de la gauche. Analyse du vote socialiste et vert en Suisse*, Genève : Georg, pp. 131-177.
- Skenderovic D. (2009), *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change, 1945-2000*. New York : Berghahn.